

Hausses de l'emploi, des exportations et fragilité de certains secteurs traditionnels sont au bilan 2007. L'année est également caractérisée par le renchérissement des matières premières qui rogne les marges en premier lieu des filières agricoles et agroalimentaires et, mécaniquement, réduit le pouvoir d'achat.

Synthèse activité économique 2007

Au 1^{er} janvier 2007, le Finistère compte 309 000 emplois ; sur l'année écoulée ce sont 1 858 emplois supplémentaires soit une hausse de 0,5 %. La désindustrialisation des emplois est nette. Ce sont essentiellement les secteurs de la construction et des services qui tirent le dynamisme avec respectivement 4 000 et 10 500 salariés. À l'inverse, l'industrie et le secteur agricole perdent des effectifs. L'envolée des prix de l'énergie et des matières premières a impacté la main d'œuvre. Seules les activités des équipements mécaniques et celles des composants électriques et électroniques tirent leur épingle du jeu et génèrent respectivement 188 et 247 emplois nouveaux. Malgré un climat morose, les intentions d'embauche des dirigeants sont toujours positives et restent stables par rapport à 2006. Autre spécificité, 29 % des emplois touristiques bretons sont concentrés dans le département. Ce secteur compte jusqu'à 21 000 actifs en pleine saison.

Hausse des exportations

Alors que la balance commerciale française est déficitaire, le Finistère voit ses exportations atteindre un niveau inégalé depuis 2001 avec une hausse de plus de 8,7 %. Ce chiffre traduit le savoir-faire du département notamment dans l'équipement industriel et dans les industries agricoles et alimentaires. Le solde commercial atteint 619 M€ et place le Finistère au 2^e rang des départements bretons.

Autre bonne nouvelle, les importations départementales renouent avec la croissance dans les secteurs des biens intermédiaires et des biens d'équipement. Le Finistère réalise 71 % de ses échanges commerciaux avec ses partenaires de l'Union européenne

(Allemagne, Italie, Espagne, Royaume-Uni...). Cette situation laisse entrevoir des potentialités importantes notamment vers la zone du bassin méditerranéen. Les entreprises bénéficient de la baisse du dollar et acquièrent désormais à moindre coût des biens aux Etats-Unis ou au Canada.

Côté trafic, le port de Brest affiche une progression des tonnages, tandis que Roscoff enregistre des résultats corrects pour les passagers dans un climat national maussade. L'aéroport de Brest continue sa croissance. Quimper se maintient.

Une croissance intérieure

Le dynamisme économique finistérien est essentiellement endogène. Le département bénéficie de plusieurs atouts, socle de son économie. Sa géographie avantageuse avec près de 1 200 km de côtes, de nombreuses îles permettent au Finistère d'attirer chaque année des milliers de visiteurs et d'enregistrer 30,4 millions de nuitées. Le département attire avec des sites naturels comme la Pointe du Raz qui accueille plus de 800 000 visiteurs ou des structures de loisirs à l'image d'Océanopolis fréquenté par 442 000 personnes cette année.

La pratique d'activités nautiques est possible dans les nombreux ports. 22 000 places ancrent les plaisanciers et plusieurs projets augmenteront la capacité d'accueil des ports. Cette fréquentation touristique et sportive génère une économie conséquente pour les commerces et services de proximité. Si le tourisme représente un potentiel économique intéressant, il ne fait pas vivre les territoires finistériens toute l'année.

Sa démographie contribue également au dynamisme. Entre 1999 et 2006, la région a gagné 200 000 habitants soit 25 000 en

moyenne par an. La Bretagne affiche un excédent migratoire. Le Finistère connaît un solde positif. Mais des disparités existent. Le littoral et les zones urbaines sont denses et l'intérieur est moins peuplé. Résultat, le foncier devient plus rare sur les côtes ou dans les villes et affiche des prix élevés. Les ménages les plus modestes s'en éloignent. Conséquence du vieillissement de la population et des flux migratoires des retraités, les revenus fiscaux s'accroissent alors que les revenus d'activités reculent. Cette économie résidentielle complète l'économie productive.

Large palette de formations

Le Finistère dispose aussi d'une main d'œuvre parmi les plus qualifiées en Europe selon l'OCDE. La qualité du système de formation permet aux jeunes de poursuivre plus longtemps leurs études et de disposer du meilleur taux de réussite aux baccalauréats généraux ou professionnels. Une large palette de formations allant de l'enseignement technique ou l'apprentissage aux études supérieures (Université de Bretagne Occidentale et les grandes écoles) sont autant de possibilités offertes aux différents publics. Les salariés peuvent se former tout au long de leur vie et acquérir de nouvelles compétences pour maintenir la productivité, la compétitivité et éviter des délocalisations de nos entreprises. Ils peuvent également évoluer ou se reconvertir.

La qualité des infrastructures facilite les communications et procure des transports performants. 260 km de routes nationales gratuites, 3 400 km de départementales et 10 000 km de voies communales favorisent les déplacements rapides des personnes et des marchandises. Le réseau ferré dispose d'un TGV "Canada Dry" car les villes du département entre Brest et Quimper sont à plus de 4 heures de la capitale. Cependant le réseau assure un maillage dense pour des déplacements faciles en TER. La prochaine LGV raccourcira les temps de trajet et les élus consulaires souhaitent que Brest et Quimper soient à 3 heures de Paris et donc à 1 heure 30 de Rennes, pour ouvrir plus largement le département et intensifier les échanges.

Les ports de commerce et de pêche sont également stratégiques. Ils approvisionnent les marchés en marchandises avec plus de 3,5 millions de tonnes et apportent un quart de la pêche française en 2007. Ils sont une porte d'accès facile aux voies maritimes.

Enfin, les aéroports de Brest et Quimper contribuent à l'accès au Finistère. Ils permettent à près d'un million de passagers, d'entreprises ou de visiteurs de se rendre rapidement vers l'une des 50 destinations, de toucher rapidement des marchés nationaux et internationaux.

► Tableau 1 - Principaux indicateurs d'évolution 2006/2007

	Indicateurs	Évolution 2006/2007 en %			Sources
		Finistère	Bretagne	France	
Échanges commerciaux extérieurs	Exportations	+ 8,7	+ 7,1	+ 2,8	Direction régionale des douanes
	Importations	+ 7,1	+ 1,2	+ 5,5	Direction régionale des douanes
Agriculture	Chiffre d'affaires	1,8 M€	nc	nc	Ddaf
Pêche	Tonnages sous criée	+ 1,1	+ 1,13	+ 0,38	CCI - CRCI - Criées françaises
	Valeurs sous criée	- 4,2	- 1,25	- 0,09	CCI - CRCI - Criées françaises
Bâtiment	Mises en chantier	+ 3	- 7	+ 1	Dre - Siclone
Commerce / services	Emploi salarié	- 11 / + 1			Insee
Tourisme	Nuitées touristiques	- 1,6	- 1,5	nc	BET F. Marchand - Méthode des flux
Emploi	Emploi salarié	+ 0,5	+ 1	+ 1,1	Insee
	Nombre de demandeurs d'emploi (cat. 1)	- 7	nc	nc	DRTEFP Bretagne - Ministère du Travail
	Évolution du taux de chômage en nombre de points	6,9	6,3	7,5	DRTEFP Bretagne - Ministère du Travail
Transports aériens	Passagers	+ 3,8	nc	+ 4,9	CCI de Brest et de Quimper-Cornouaille

nd : non disponible

Des secteurs traditionnels fragilisés

Dans la continuité des années précédentes, l'activité du bâtiment est toujours aussi florissante avec 3,5 % de hausse. Le secteur est générateur d'emplois avec 1 100 nouveaux postes. La conjoncture est toujours bien orientée mais la croissance plus modérée. 5 924 constructions individuelles ont été réalisées en 2007, 5 816 en 2006. Le nombre de logements collectifs s'est accru avec 2 415 habitations mises en chantier. Avec la TVA à 5,5 % reconduite jusqu'à 2010, le secteur de la rénovation est en forme. La réglementation sur les performances énergétiques des bâtiments laisse présager un nouveau développement du secteur.

Les quantités pêchées montrent une certaine stabilité du secteur comme en 2006. Les tonnages mis en vente sous criée s'élèvent à 59 534 t (+ 0,38 %). Le cours moyen du poisson est en baisse de près de 5,36 % après des années de hausse. Un regroupement des 7 criées cornouaillaises d'ici 2009 va permettre de réaliser des économies d'échelle. Un travail étroit avec l'État est mené afin d'établir de nouvelles pistes pour l'avenir de la filière. Des difficultés de rentabilité sont rencontrées par certaines flottilles, notamment pour les pélagiques et les chalutiers de fonds. Le chalutage représente 71 % des parts de marché en valeur en Atlantique.

L'année 2007 est très contrastée pour les productions agricoles qui génèrent un chiffre d'affaires de 1,8 milliards d'euros. Le

secteur laitier a connu une forte demande. Pour y faire face, les éleveurs ont réduit la réforme des vaches laitières, provoquant ainsi une pénurie de viande de gros bovins. La hausse des matières premières, augmente les coûts de revient notamment dans la production animale. La volaille retrouve un volume de ventes correct et les prix progressent de 4,1 %.

L'envolée du coût de l'énergie, notamment le fioul lourd multiplié par 4, provoque également la hausse des fruits et légumes sous serres.

Début 2007, la France a été mise en demeure de trouver une solution au problème des nitrates dans 9 bassins versants bretons classés "en contentieux" dont deux, l'Horn et l'Aber Wrach, se situent dans le Finistère. Cette situation a des conséquences lourdes et menace la pérennité de nombreux élevages.

Le commerce et l'artisanat connaissent une croissance. Le nombre d'établissements commerciaux passe de 6 938 à 7 051 unités. L'artisanat de services poursuit son développement avec 3 687 établissements en 2007 contre 3 603 en 2006. En revanche, 35 communes du département ne disposent d'aucun commerce. La grande distribution a encore progressé avec 16 établissements supplémentaires et 47 145 m².

Après plusieurs années d'effritement et des difficultés, l'agroalimentaire, premier employeur industriel régional et départemental continue ses restructurations.

L'année 2007 aura été marquée par un chiffre d'affaires en progression de 9,5 % et un renchérissement du prix des matières premières.

La filière avicole après la crise sanitaire de 2006 retrouve une santé.

Dans un contexte de crise du pouvoir d'achat, fin 2007, la loi dite "loi Chatel" a instauré le "triple net" qui permet d'intégrer toutes les marges arrières dans le calcul du seuil de revente à perte. L'impact de ces discussions sur les nombreuses PME bretonnes de l'agroalimentaire sera à suivre de près en 2008.

2007 marque aussi une intensification des mises en place de démarches de développement durable dans les entreprises et le développement des énergies renouvelables. ■